



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO (CBBP)

Chemin du Vallon de Toulouse
BP 538
13422 MARSEILLE Cedex 10
13010 Marseille

Références : JD/PLB-D-0755-MRT-2024
Code AIOT : 0006401297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO (CBBP) implanté Vallon de l'Escargot Route de la Bédoule 13400 Aubagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO (CBBP)
- Vallon de l'Escargot Route de la Bédoule 13400 Aubagne
- Code AIOT : 0006401297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire autorisée par AP de 2009 pour 1,6 Mt/an max.

Thèmes de l'inspection :

- Usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage
- Suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GEREPE...)
- Existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 05/10/2009, Article 10.4	Sans objet
2	Présence de compteurs	Autre du 15/02/2024	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Autre du 15/02/2024	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Autre du 15/02/2024	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation ne présente pas de non-conformité en matière de milieu de prélèvement ou de volume maximal prélevé.

Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de déclaration des prélèvements journaliers (GIDAF en 2024) en cas d'épisode sécheresse de type alerte renforcée ou crise sur son bassin de prélèvement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2009, Article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les forages existants implantés à l'entrée du site, d'une profondeur de 150 m et d'un débit de 16 et 8 m ³ /h, sont maintenus et protégés de façon à éviter tout risque de pollution de la nappe. [...] En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. [...]
Constats : Deux forages prélevant les eaux souterraines ont été constatés lors de l'inspection à l'entrée du site. Leurs coordonnées GPS ont été relevées. Il n'y a aucun autre prélèvement d'eau (AEP, canal de Provence). L'exploitant ne rencontre pas de difficulté de prélèvement, le suivi du niveau d'eau des forages est réalisé avec une sonde permettant un suivi journalier. Le niveau a faiblement fluctué depuis 2020 (niveau le plus bas en 2017-2018), mais bien observation d'une tendance à la baisse ces dernières années. L'exploitant a indiqué le milieu de prélèvement (Calcaires du bassin de Bausset et du massif des calanques), avec son code masse d'eau (FRDG168). Un doute subsiste cependant sur la masse d'eau, les avis des hydrogéologues pouvant être divergents. Le circuit d'utilisation des eaux a été constaté in situ, à savoir : -1 bassin de réception des eaux pompées, -1 réseau pour concasseur primaire, aspersion pistes, extraction ; -1 réseau centrale à béton et nettoyage toupie / engins (+eaux de recyclage des bassins de décantation), -1 réseau usages sanitaires pour bureau (après filtration), -1 réseau centrale à graves, -1 réseau aspersion zone basse et entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article Autre
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Vérification sur site de la présence de compteurs pour les points de prélèvement
Constats : Les deux forages sont équipés de compteurs horaires, les différents réseaux d'usage sont équipés de sous-compteurs comme suit : <ul style="list-style-type: none">- compteur débitmétrique à l'entrée du bassin de réception des eaux pompées ;- compteurs horaires pour concasseur primaire, pistes, extraction, centrale à béton ;- compteur débitmétrique usages sanitaires-compteur horaire centrale à graves ;-compteur horaire HP karcher et aspersion basse ;-compteur horaire portique aspersion. L'exploitant a indiqué son projet de ne disposer à terme que de compteurs débitmétriques (action PSH).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article Autre
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Vérification des volumes d'eaux prélevés
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation ne prescrit pas un volume annuel maximal de prélèvement mais des débits horaires de 16 et 8 m ³ /h. Les prélèvements annuels se situent entre 29 782 m ³ et 34 904 m ³ entre 2019 et 2022, ce qui est conforme aux débits horaires mentionnés dans l'arrêté préfectoral. En 2023 : 28 294 m ³ , légère baisse des prélèvements liée à la légère baisse de l'activité béton, plus bas niveau de prélèvement depuis l'origine. L'exploitant a pu présenter les volumes de prélèvement associés aux différents types d'usage, cette répartition est assez stable : <ul style="list-style-type: none">- 46 % installations primaires et abattage poussières en haut de site et sur les stocks ;- 7 % abattage poussières en bas du site ;- 40 % centrale à béton (lavage toupie et remplissage toupie), l'exploitant indique que les ratios de consommation en eau sont optimisés (176L/m³ pour un état de l'art à 400) ;- 5 % centrale à graves ;- 1 % pour sanitaire (256 m³ pour 2023, environ 1 m³/j). Les volumes des eaux recyclées réinjectées au niveau de la centrale à béton ne sont pas directement mesurés (absence compteur). L'exploitant considère qu'environ 80 % des eaux alimentant la centrale à béton sont des eaux recyclées, cela ne peut être vérifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant instrumente le circuit des eaux recyclées alimentant la centrale à béton afin de pouvoir justifier de son pourcentage de recyclage global des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Autre du 15/02/2024, article Autre
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Vérification de l'existence d'un registre des prélèvements d'eau
Constats : Des relevés journaliers des compteurs ont été consultés, cette fréquence est suivie depuis le 24/04/2023 sur tous les compteurs : 2 débitmétriques et les 6 compteurs horaires. Une relève avec téléphone portable et logiciel est prévue dans le PSH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...] Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : Les déclarations GEREP 2021-2022 ont été vérifiées avec l'exploitant. Elles sont conformes au suivi réalisé par l'exploitant : 34 668 m ³ en 2019 32 990 m ³ en 2020 34 904 m ³ en 2021 29 782 m ³ en 2022 L'année 2021 a fait état de prélèvements importants, en lien avec une forte activité. L'installation n'a pas de rejet aqueux dans le milieu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Le bassin Huveaune aval a connu des états d'alerte renforcée et de crise entre mars et octobre 2023. L'exploitant indique ne pas avoir procédé aux déclarations de prélèvement sur le site démarches simplifiées. Une première version du PSH avait été précédemment transmise à l'inspection des installations classées suite à l'inspection du 2 mai 2023, cependant elle n'exonère pas les exploitants des déclarations en épisode sécheresse (sur GIDAF en 2024), surtout que l'exploitant dispose depuis le 24/04/2023 d'un relevé journalier de ses consommations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un groupe RSE a été spécifiquement constitué sur la thématique de l'eau (une personne de chaque service) avec comme objectif l'explication des AM et AP, Propluvia, et la proposition de plan d'actions de terrain (récupération eau de pluie bassin d'orage, compteurs en débitmétrique...).

Le PSH présenté comporte de nombreuses actions : filtre presse S2 2024, traitement eaux lavage toupies béton (pour l'instant seulement recyclage des boues issues de la centrale béton avec décantation), étanchéification des bassins de récupération des eaux, récupération des eaux toiture (silo, bureau)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant transmette la dernière version de son PSH sous deux semaines à compter de la notification du rapport.

Type de suites proposées : Sans suite